NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
comité NPA du pays malouin:
npasaintmalo@gmail.com

Rouge Emeraude

Bulletin du comité du pays malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

n°56
janvier 2020

Illégitime, antisociale, dangereuse: leur contre-réforme ne passera pas!

Macron et son gouvernement ont décidé de passer en force malgré un soutien à la grève toujours majoritaire. Lundi 3 février, la réforme des retraites arrive au Parlement. Le calendrier parlementaire va ainsi s'étendre sur quelques mois et enjamber les élections municipales, qui seront donc marquées par le mouvement social pour le retrait de cette réforme. Sans attendre, nous devons continuer à construire un mouvement d'ensemble, a généraliser grèves et actions pour le retrait de la réforme et plus largement contre Macron et son monde.

Nous avons gagné une majorité de la population à l'idée que cette réforme devait être retirée tant elle remet en cause les solidarités dans la société. Au-delà des baisses de pension, ce sont bien les liens entre générations que Macron cherche à briser pour livrer des centaines de milliards d'euros aux grands groupes capitalistes.

Malgré le matraquage gouvernemental, malgré la complaisance médiatique, une majorité de la population continue de s'opposer à la réforme, de demander son retrait et de soutenir le mouvement. C'est l'une des premières victoires, et pas des moindres, de la mobilisation en cours.

Même le Conseil d'État a fini par s'en mêler, en rendant un avis fort désagréable pour le gouvernement, accusé à mots à peine couverts de vouloir faire passer en force un projet mal ficelé et mal chiffré. Nous n'avons certes pas d'alliés dans ces institutions conçues pour garantir la stabilité de l'ordre institutionnel bourgeois, mais nous n'allons pas bouder notre plaisir : lorsque ceux d'en haut commencent à se diviser et à se tirer dans les pattes, c'est -toujours un bon signe !

Convaincre partout de l'utilité de la grève

Mais cette victoire idéologique qui provoque des remous jusqu'au-sommet de l'État et qui contribue à délégitimer, toujours un peu plus, Macron, n'est pas suffisante. Nous avons besoin de convaincre plus de salariéEs qu'il est possible de gagner et que cela passera par l'arrêt du travail, la grève qui se généralise. Le but ? Bloquer la production, pas uniquement les transports. Il faut taper au portefeuille des capitalistes. Et là où ça leur fait le plus mal, c'est quand la production s'arrête. En ce sens, toutes les actions symboliques de blocage d'entreprises qui produisent des marchandises, si elles ne peuvent être suffisantes pour gagner, ont le mérite de -montrer le chemin à suivre !

Pour bloquer la production, il faut donc construire la grève majoritaire. Même si l'organisation du travail, la sous-traitance, la multiplicité des contrats sur un même lieu de travail divisent profondément notre camp social, tous les salarié.es ont leur rôle à jouer, quelque soit leur poste de travail. Ainsi, sans personnel administratif, dans une entreprise, rien ne tourne. Sans services publics, l'économie s'arrête. Sans manutentionnaires, les stocks ne sont plus gérés. Et ainsi de suite. Si l'on réfléchit bien, la plupart des métiers, pris individuellement, ne bloquent rien. Mais quand des dizaines de secteurs s'y mettent ensemble, alors là tout commence à s'arrêter !

Retirer la réforme des retraites et solder les comptes !

Si dans les jours et les semaines qui viennent la grève repart et s'étend, nous gagnerons le retrait de la réforme, mais nous devrons également solder les comptes de 20 ans de reculs et tout mettre sur la table.

La retraite ? C'est à 60 ans après 35 années de cotisations. Il faut également revenir sur la réforme de l'assurance chômage qui va jeter dans la misère des centaines de milliers de chômeurEs le 1er avril.

Le temps de travail ? C'est 32 heures par semaine maximum. Il faut travailler moins pour travailler toutes et tous en bonne santé !

Les salaires ? Il est temps d'imposer une augmentation générale. Pas un revenu en-dessous de 1 800 euros. Indexation des revenus et des -pensions sur l'inflation !

Nous en avons marre et nous disons qu'il est temps d'en finir avec le pouvoir des capitalistes de gérer nos vies. C'est bien celles et ceux qui travaillent qui ont le pouvoir dans leurs mains. Dans l'action, en en prenant conscience, alors il sera possible d'en finir avec Macron et son monde.

RENDEZ-VOUS DES LUTTES ET DES ACTIONS MALOUINES

- Vendredi 31 janvier 18h - Esplanade Saint-Vincent: retraite aux flambeaux
- jeudi 6 février 17h30, rassemblement à la mairie de Saint-Malo contre le projet Raulic aux Nielles
- Mardi 11 février , réunion publique intersyndicale portant sur les retraites, salle Surcouf

REUNION - DEBAT

SAINT-MALO
SAMEDI 1er FEVRIER
à 17h00

Nouvelle salle de quartier de Rocabey
(à l'angle de la rue Jules Ferry et du bd Villebois-Mareuil)

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
PAYS MALOUIN

BREVES DE PONTONS

Hospitalier.es: et non, rien n'est réglé !

Le maire et la direction de l'hôpital de Saint-Malo se démènent pour communiquer en positif: un jour c'est sur le contrat local de santé, le lendemain c'est sur le contrat hospitalier de territoire et le sur lendemain c'est sur « l'écoresponsabilité »....

Que l'on établisse des diagnostic et que l'on réfléchisse sur des actions préventives en matière de santé, ça ne mange pas de pain;

Que l'hôpital signe un contrat avec l'ARS pour renforcer certaines filières de soins et gratter quelques centaines de milliers d'euros pour alléger sa dette, on prend ! Tout en faisant observer que désormais on ne parle plus (temporairement ?) de fusion entre les établissements de Saint-Malo, Dinan et Cancale et que cette mise en scène est d'abord le fruit des grèves et mobilisations des personnels.

Que l'hôpital se préoccupe de ses déchets et des déplacements occasionnés entre ses différents sites, fort bien;

Pour autant, cette débauche d'agitation communicative a du mal à masquer les difficultés réelles et quotidiennes qui ont nom:

- la démission d'un chef de service de ses responsabilités administratives,
- La surchauffe du service des urgences, confronté à l'afflux de patients en raison de la situation épidémique,
- La fatigue du personnel laquelle ne se soigne pas avec les belle paroles prononcées aux vœux par le directeur («les personnels constituent la principale richesses des hôpitaux », « priorité à la qualité de la vie au travail » et autres bla-bla...).

Alors, arrêtez toute cette com. Et répondez aux revendications du personnel médical et non médical :

- **Un changement de logique dans le financement de l'hôpital, avec l'abandon de la tarification majoritaire à l'activité,**
- **une augmentation de 300 euros net mensuels des salaires de tous les personnels hospitaliers,**
- **l'arrêt de la fermeture des lits d'hôpitaux et la créations de lits en aval des urgences et des soins aigüs** .

Au plan national, rappelons que la **pétition des usagers** change.org/urgencehopital pour sauver l'hôpital public a reçueilli 300.000 signatures, que dans plusieurs hôpitaux, **les vœux des directeurs ont été perturbés ou annulés** par des actions locales, notamment des jetés de blouses symboliques, des chants...

Rappelons que **la grève du codage** qui a un impact efficace de blocage du mécanisme gestionnaire, continue et s'étend encore...

Rappelons enfin que **1210 responsables médicaux ont signé la pétition menaçant de démissionner** de leurs responsabilités si les revendications n'étaient pas obtenues (51 sont passés à l'acte au CHU de Rennes!)

ACTIONS A VENIR:

Dimanche 2 février : actions locales de préparation en vue de la grande manifestation nationale. Actions locales **"chaîne humaine autour des hôpitaux"** et top départ de la nouvelle campagne d'actions du Collectif Inter Hôpitaux ***"l'hôpital s'invite dans les municipales".*** Le plan d'actions pour les municipales sera élaboré très vite.

Vendredi 14 février : Grande manifestation nationale à Paris sur le thème "je déclare mon amour à mon hôpital public"

Après 50 jours de grèves, de blocages et de manifs

On n'en a pas fini avec Macron, sa réforme et son monde !

Le gouvernement aimerait bien nous faire croire que la lutte est terminée. Mais, si une partie des cheminots et des agents RATP ont du reprendre le travail pour des raisons financières évidentes, le combat se poursuit dans d'autres secteurs et sous d'autres formes : blocages des épreuves du bac par les enseignants contre la loi Blanquer, coupures de courant ciblées, ports morts, débrayages d'étudiants et de lycéens, comités d'accueil pour les amis de Macron. Encore cette semaine, la vigoureuse manifestation des pompiers à Paris, violemment réprimée, a obligé le pouvoir à faire une concession sur la prime de feu et à lancer une opération mensongère pour prétendre qu'un accord avait été passé pour arrêter la grève. Probablement le pouvoir a-t-il eu peur de l'impact des images des violences policières contre un corps aussi populaire que les pompiers.

Prendre nos luttes en mains dans notre région !

Dans la région malouine, encore la semaine dernière, les agents portuaires ont suivi trois jours de grève, les agents EDF de l'usine marémotrice ont débrayé une journée, les enseignants ont lancé de nombreuses opérations dans plusieurs établissements scolaires. Depuis le 5 décembre, les manifestations n'ont jamais cessé, même si la participation a varié de 500 à 2000 participants environ, ce qui est tout de même sans précédent depuis longtemps. Le mouvement des gilets jaunes a aussi donné sa coloration à la lutte. A plusieurs reprises, les manifestations se sont poursuivies après le point de dislocation officiel, par exemple pour aller apporter leur solidarité aux pompiers ou pour rejoindre le piquet de grève des dockers.

Ces actions montrent qu'il existe **une volonté de convergence**. Celle-ci a été effective dans un certain nombre de villes, **mais ne s'est pas encore pleinement imposée à Saint-Malo**.

La mise en place d'une coordination composée de grévistes des différentes corporations aurait évité une certaine dispersion. Elle aurait pu aussi s'adresser aux salariés des entreprises privées, qui subissent durement les pressions patronales, et contribuer à leur donner confiance. Les enseignants ont été les seuls à se doter d'un **comité de grève**. Avec les gilets jaunes, ils ont tenté de mettre sur pied un **collectif de lutte** ouvert à tous. Cette tentative s'est heurtée à des traditions corporatistes, aux réticences de certains syndicalistes et notamment au refus de prêter une salle de la Maison du Peuple au collectif de lutte.

On peut aussi regretter la persistance de réticences à l'encontre des **gilets jaunes** dans les milieux syndicalistes. Des gilets jaunes qui ont pourtant démontré leur volonté d'unité, non seulement par leur participation à toutes les manifs, mais en distribuant les tracts de l'intersyndicale et ceux des enseignants aux parents d'élève. Les gilets jaunes sont désormais **une composante incontournable du mouvement social** !

En période de lutte, il est primordial que tous les grévistes les plus actifs, de toutes les corporations, syndiqués ou non, puissent se réunir, débattre et décider des modalités de leur mouvement. Cela ne remet en aucune façon en cause le rôle des organisations syndicales dans la défense des intérêts quotidiens des salariés. Dans la lutte tous sont concernés. La grève doit appartenir aux grévistes.

Nous ignorons évidemment comment la situation va évoluer. Mais une chose est certaine : quelle que soit l'issue immédiate de la lutte, elle repartira de plus belle sans attendre la fin de la présidence Macron. Les travailleurs montrent leur force et leur détermination depuis près de deux mois. Le pouvoir a été ébranlé, mais il faudra encore frapper plus fort, en se donnant tous les moyens d'entraîner davantage de salariés du privé et de construire solidement la grève.

Bonnes et mauvaises coupures de courant

Les médias et de nombreux politiciens ont fait tout un cirque parce que des manifestants avaient envahi le siège de la CFDT pour dénoncer la trahison de Laurent Berger et d'autres obligé Macron à fuir d'un théâtre. A les en croire, ce seraient des actes de violence insupportables. Marine le Pen fait partie de ces politiciens soucieux de respectabilité qui ont condamné le chahut anti Macron. Les coupures de courant ciblées par des camarades d'EDF ont aussi soulevé indignation et pleurnicheries.

Il y a pourtant des coupures de courant dont ces hypocrites ne s'indignent pas : en 2019, **572.000** foyers se sont vus privés d'électricité pour défaut de paiement. Cette fois encore, c'est bien une violence, beaucoup plus terrible, qui s'exerce contre les plus démunis.

LA BATAILLE DES NIELLES

L'avis des commissaires-enquêteurs sur le projet Raulic des Nielles est désormais public.

*Il est « **favorable avec réserves** » à la réalisation du projet, ce qui laisse la porte ouverte à la majorité municipale pour modifier le Plan Local d'Urbanisme et mettre ce document « en compatibilité avec le projet », autrement dit permettre au maire de signer les permis de construire et de démolir...*

*La question sera vraisemblablement inscrite à l'ordre du jour du **Conseil municipal du 6 février**.*

*C'est à l'occasion de cette étape que **doivent converger toutes les oppositions à la réalisation de ce projet**, qui a désormais été classé au titre des « Grands projets inutiles et imposés » par certaines ONG et associations. Les motifs sont pluriels: destruction d'un site naturel, gentrification d'un espace urbain public, absence d'intérêt général, nonobstant les formulations superficielles des commissaires-enquêteurs.*

C'est sur ce dernier point que la population à l'appel des associations, des organisations environnementales, des partis politiques... doit interpeller par son nombre et sa détermination toutes les tendances du conseil municipal .

Ce dossier a fracturé l'opinion publique lors de l'enquête publique.

*A 5 semaines des élections municipales, **le conseil ne peut approuver une énième modification du PLU qui engagerait la commune sur un projet qui la fracture autant.***

QUE N'ONT-ILS PAS FAIT CE QU'ILS AVAIENT DIT !

Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans *Ouest-France* en mars 2015, peu après la décision municipale de fermer le camping des Nielles. La position d'EELV est alors parfaitement claire et somme toute tout à fait acceptable. Pour autant, par la suite, on relève que M. LE TALLEC, élue EELV au conseil municipal :

•A pourtant voté le 31 mars 2016 **pour** la délibération approuvant le « protocole de partenariat avec le groupe Raulic investissement » dans le cadre de la valorisation du camping des Nielles .

•A réïtéré le 21 septembre 2017 en votant **pour** la délibération lançant « la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU » avec le projet du groupe Raulic

Certes et pour être juste, il faut rappeler que M. Le Tallec et sa collègue L. Le Guillerm ont, lors du CM du 4 avril 2019 voté contre les 3 délibérations relatives au projet Raulic.

Mais le mal était fait ! Dans son argumentation, le groupe Raulic fera toujours référence au vote unanime du 31 mars 2016. La commission d'enquête reprendra également cet argument (p13 de l'avis).

Était-ce si dur que cela de tenir la position publique prise en 2015 voire de concéder publiquement que certains votes avaient été des erreurs ?

Nous continuons de penser que cela était possible. Cela aurait bien facilité les choses dans cette bataille contre ce projet inutile ...et dans d'autres combats d'actualité .

Camping des Nielles : Europe écologie réagit

Le parti Europe écologie - Les Verts (EELV) du pays de Saint-Malo regrette « la décision de la municipalité de fermer définitivement le camping des Nielles, alors même que la municipalité s'efforce de faire revenir des familles à Saint-Malo. Ce camping, situé près de Rochebonne, est particulièrement fréquenté, comme l'était celui du Nicet déjà fermé, par des familles et des jeunes. C'est aussi pour les Malouins une façon d'héberger leur famille et leurs amis pour les vacances. »

EELV s'inquiète donc « de voir la Ville privilégier un tourisme de retraités nantis qui pourront effectivement profiter, en camping-car, du camping des Îlots. Il y a des choix politiques à faire en matière de tourisme qui doivent permettre l'accès à notre littoral pour le plus grand nombre et dans de bonnes conditions. Le groupe local EELV sera vigilant. Cet espace devra rester dans le domaine public et nous dénoncerions avec vigueur tout projet visant à transférer ce terrain à des opérateurs privés. »

USA-Iran : contre l'impérialisme, en solidarité avec les peuples opprimés

Nous publions ci-dessous la réaction du NPA à l'opération menée par l'armée américaine contre l'Iran le 3 janvier dernier. Certes depuis cette attaque, un certain nombre d'événements se sont produits tant en Iran qu'en Irak, même si la tension a un peu baissé dans cette région du monde. Pour autant, ce texte conserve une actualité certaine et permet de formaliser une position anti-impérialiste et internationaliste.

L'assassinat du général iranien Ghassem Soleimani par les États-Unis, le 3 janvier à Bagdad, est un coup de tonnerre dans un ciel déjà fort peu serein. C'est un sérieux palier qui a été franchi par Trump, dont la conséquence sera d'approfondir encore un peu plus le chaos dans la région.

Soleimani était une figure essentielle du régime iranien. Commandant de la Force Al-Qods, il était considéré comme le numéro 2 du régime. Les résultats de cet assassinat ne se sont d'ailleurs pas fait attendre, avec l'annonce faite par l'Iran de son émancipation de l'accord sur le nucléaire, et le vote par le Parlement irakien d'un texte demandant le départ des troupes US. L'Iran a en outre fait part de son intention de venger Soleimani, sans que l'on sache le type et l'ampleur de la riposte envisagée.

De son côté, Donald Trump a annoncé qu'en cas de riposte de l'Iran les États-Unis lanceraient une opération d'envergure contre 52 sites *« de très haut niveau et très importants pour l'Iran et pour la culture iranienne ».*

Dimanche 5 janvier, Macron s'entretenait au téléphone avec Trump pour l'assurer de son *« entière solidarité »,* menaçant l'Iran à mots à peine couverts. Soit, aux lendemains d'une agression caractérisée, un alignement de facto sur les positions belliqueuses des États-Unis, qui pourraient conduire à une généralisation du chaos régional.

Le NPA condamne l'assassinat de Soleimani, affirme son opposition aux aventures militaires meurtrières de Trump et de ses alliés, dont la France, et exige qu'ils stoppent toutes leurs interventions et ingérences militaires dans la région.

Ce qui ne nous amène pas à repeindre l'Iran en force anti-impérialiste, avec un Souleimani érigé en martyr et ami des peuples. Il est en effet, entre autres, celui qui a dirigé l'intervention iranienne en Syrie, destinée à détruire, au côté des forces russes, le soulèvement anti-Assad, avec pour résultat des centaines de milliers de mortEs et des millions de réfugiéEs et déplacéEs.

Les rivalités inter-impérialistes, les ambitions des impérialismes régionaux et les politiques autoritaires se nourrissent pour écraser les peuples. L'une des conséquences de l'assassinat de Soleimani pourrait être l'affaiblissement du mouvement populaire en Irak, au nom de la solidarité avec l'Iran et de l'opposition aux USA, et une marginalisation accrue des forces progressistes en Iran, deux mois après le soulèvement contre la vie chère et contre le régime, réprimé dans le sang.

Opposés aux menaces de guerre régionale totale agitées par Trump avec le soutien de Macron, c'est aux peuples de la région, en première ligne face à une telle fuite en avant, que nous apportons notre soutien, déjà meurtris dans leur chair par les guerres et les politiques autoritaires.

Montreuil, le 7 janvier 2020

PETITE CHRONIQUE DES MUNICIPALES 2020

QUELQUES CONSIDERATIONS SUR LE CONTEXTE DE L'ELECTION MUNICIPALE DE SAINT-MALO.

La campagne des élections municipales s'engage. Quelles analyses faisons-nous de la configuration qui se met en place.

D'abord on observera un **embouteillage à droite et au centre** puisque pas moins de 3 listes (Coudray, Lurton, Legagne) vont se disputer l'électorat de droite et du centre. En lisière, Perrin qui, par Le Drian interposé, espérait semble-t-il l'investiture LREM, se trouve sans espace politique d'une part du fait de la rupture de Legagne avec Lurton et d'autre part du fait de la liste Bourquard qui réagrège les différentes chapelles de l'ex-PS. Bref entre ces 4 listes qui risquent de dire à peu près les même choses, les électrices et électeurs ne vont avoir pour critère de choix que le casting.

Il est clair que plusieurs éléments d'actualité ont ou vont découper des lignes de fractures dans la campagne électorale. C'est le cas évidemment du **mouvement social sur les retraites** où l'on voit nettement que seules deux listes se sont positionnées en soutien aux grévistes et aux manifestant.e.s (liste Bourquard—en contradiction d'ailleurs avec les déclarations de Jadot - et liste Guillard). Les promesses des autres—y compris celles de l'extrême droite - sur la solidarité, les inégalités... ne sont donc que bla-bla et ne valent donc rien.

Sur le plan environnemental, les questions de l'aménagement (dire plutôt le saccage) de la zone humide de Rothéneuf et du projet Raulic aux Nielles vont polariser le **débat entre les intentions affichées et les votes assumés ou non pendant la mandature Renoult.** De ce point de vue, il sera édifiant de se référer aux votes de certains candidat.e.s et des prises de position de leurs courants de pensée, notamment sur ces deux opérations (mais pas que), pour apprécier le niveau de confiance qu'on peut leur accorder.

Dernier élément de contexte, celui de l'évolution démographique de la ville. On entend déjà la liste sortante se glorifier de l'inversement de la courbe démographique qui serait la manifestation cardinale du réveil de la « *belle endormie* » Sauf que les apparence sont trompeuses et que s'il n'est pas contestable que la ville ait regagné quelques 800 habitants depuis 2011, ce solde masque des mouvements moins flatteurs, à savoir l'arrivée d'environ 1800 nouveaux habitants plutôt âgés mais aussi le départ d'environ 1000 habitants parmi les plus jeunes…, auxquels on doit ajouter, un solde naturel (naissance-décès) fortement négatif.

Autant dire que la politique forcenée de construction (pour ne pas dire de bétonisation à outrance), n'aura eu comme résultat que de poursuivre voire d'accélérer la ***gentrification*** de la ville.

Donc non M. Renoult votre mandat n'aura pas été celui du « renouveau », il aura été celui où la discrimination par l'argent aura dominé.

A propos du processus de gentrification de la ville

La notion de « gentrification » , d'origine anglo-saxonne, recouvre un processus de **division sociale de l'espace** et permet de caractériser les transformations de l'espace urbain en fonction de rapports de classe.

Cette notion s'est appliquée de manière pertinente à la désindustrialisation de certains quartiers parisiens ou de grandes villes qui ont perdu leurs emplois et leurs habitats ouvriers. En remplacement, se sont concentrés sous forme de métropolisation, des activités économiques tertiaires telles que finance, culture, enseignement, recherche…) et des résidences pour cadres et professions intellectuelles.

C'est un type de processus similaire qui est en cours à Saint-Malo depuis plusieurs décennies, avec la variante que le phénomène de métropolisation ne s'est pas traduit ici par la création d'activités tertiaires ayant remplacé les activités économiques traditionnelles telles la grande pêche ou la construction navale, mais par la montée en puissance des activités touristiques et de loisirs.

C'est ce qu'a clairement remis en évidence l'enquête publique relative au projet du groupe Raulic sur le terrain des Nielles. Nombre de contributeur.trice.s ont en effet parfaitement percu à cette occasion **le caractère de classe que représentait le remplacement, dans l'espace public, d'un camping populaire par un complexe hôtelier haut de gamme.**

De Bordeaux à Saint-Malo

Notre camarade Philippe Poutou sera candidat aux élections municipales à Bordeaux.

Il conduira une liste intitulée « **Bordeaux en luttes** » pour « *porter la voix du mouvement social* ». Bordeaux en luttes défendra notamment les thématiques de « l'écologie populaire », le partage des richesses, la gratuité des transports, la réquisition des logements vides, la dénonciation des violences policières, le soutien aux migrant.es et la volonté de rendre la ville accessible à toutes et à tous.

Cette liste devrait être composée de membres du NPA, de La France insoumise, du mouvement social ou encore des gilets jaunes (notamment d'Antoine, un jeune Gilet Jaune mutilé). Elle sera concurrente de la liste conduite par l'écologiste P. Hurmic, et soutenue par le PS, le PC, Génération.s.

A l'instar de ce qui a été possible à Bordeaux, on se demande bien pourquoi les camarades de la France Insoumise se sont embarqués et continuent de s'accrocher à l'attelage de C. Bourquard, alors même que la cheffe de file du PCF a décidé de le quitter.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
http://www.anticapitaliste-35.org
http://www.facebook.com/NpaSaintMalo